



Ce mois-ci, nous publions un récit inédit sur les coulisses de Laissez-les-vivre, la première association anti-IVG française, et sa permanence d'accueil : SOS futures mères.

Au printemps 1997, Caroline Fourest, rédactrice en chef de *Prochoix*, se fait engager comme bénévole au sein de l'association. Pendant plus d'un mois, à raison de deux ou trois fois par semaine, elle a été formée comme permanente de SOS futures mères et y a récolté les confidences de ses militants, du discours anti-IVG le plus classique aux tentations nationalo-natalistes les plus sinistres. Issu d'une enquête participante, il nous a semblé intéressant de présenter ce récit sous la forme d'un journal de bord. Fidèle mais subjectif. Nous avons bien entendu dissimulé les noms des principaux protagonistes sous des pseudonymes. Ce témoignage n'en demeure pas moins troublant et édifiant ! L'enquête révèle pour la première fois comment, sous prétexte d'accueillir des futures mères en détresse, SOS futures mères cherche en réalité à convaincre de jeunes femmes démunies, souvent étrangères et parfois sans papiers, de ne pas avorter en les orientant vers des foyers d'accueil charismatiques avec la complicité d'assistantes sociales...

“J'étais la permanente de Laissez-les-vivre”

“Nous recherchons des bénévoles pour notre siège social de Paris.”

Cette annonce lue dans le *Courrier de Laissez-les-vivre* d'avril 1997 tombe pour ainsi dire du ciel... Voilà bien longtemps qu'il me démangeait d'en savoir plus sur le dinosaure de la cause anti-IVG et plus encore sur sa vitrine attrape-femmes : SOS futures mères. Officiellement, l'association s'occupe essentiellement de fournir des layettes et une aide matérielle aux futures mamans. En réalité, il s'agit bien sûr d'engager le dialogue avec des femmes en situation d'envisager un avortement. Enfin et surtout, SOS futures mères est une vitrine commode pour entrer en contact avec le reste du réseau social... Des rumeurs glanées dans les coulisses des services sociaux font craindre le pire à propos de certaines complicités redoutables pour le respect du droit de choisir. Le seul moyen de mesurer les dégâts, c'est encore de se faire une idée de l'intérieur...

Un nom passe-partout, un profil de jeune étudiante épouvantée par l'avortement, des parents catholiques pratiquants, beaucoup de temps libre et me voilà en train de tenter ma chance au standard de Laissez-les-vivre. A l'autre bout du fil, monsieur Jean, responsable entre autres de la documentation et du journal de l'association, est tout bonnement enchanté. “Vous verrez, il s'agit d'affaires courantes et peut-être aussi de relayer madame Françoise à l'accueil de SOS futures mères” m'explique-t-il brièvement. Le rêve. Il me félicite encore pour avoir brillamment travaillé toute l'année (au point d'être autant disponible) et me fixe rendez-vous mardi en huit, le 22 juin à 15 h. Avant de me rendre dans les griffes du loup, il me faut bien entendu soigner mon look. Adieu pantalon, baskets et autres appareils de confort, vive l'austérité et les crampes. La barrette est de rigueur (surtout quand on a les cheveux courts), la robe façon personne-n'est-mort-mais-je-m'entraîne, tout simplement inévitable. Problème : les robes cristallisent depuis l'enfance une certaine allergie à la féminité normative et je n'en ai pour ainsi dire jamais porté. Résultat, il me faut des trésors de concentration pour ne pas donner dans la Drag queen éméchée (en beaucoup plus masculin bien sûr). Heureusement, le côté pincé de mon personnage ne requiert que peu de gesticulations...

24/04/97 : Premier jour

15h, 139 boulevard de Magenta, siège de LLV. A deux pas de Barbès Rochechouart, l'ambiance détonne. Un dernier coup d'œil à ma barrette dans l'ascenseur et me voilà au deuxième étage en train de sonner. Un monsieur d'une bonne cinquantaine d'années (gilet gris, cravate et barbe grise soigneusement taillée) que je prends tout d'abord pour monsieur Jean (même voix grave, sobre et sympathique) m'identifie comme Mlle Martin. Monsieur Jean lui a

parlé de moi, il va me recevoir. L'entrée, austère, est essentiellement composée de tables sur lesquelles s'étaient des dizaines de fascicules de propagande anti-choix en tous genres. Les traditionnelles photos de fœtus sanguinolents sont en bonne place. Pour le reste, l'appartement semble assez grand, peut-être 120 mètres carrés. Hauts plafonds, parquet vieillot, le siège de Laissez-les-vivre est à l'image de son association : vétuste et poussiéreux. 5 ou 6 pièces de bureaux en désordre.

En attendant monsieur Jean, mon interlocuteur propose de me présenter une dirigeante de Laissez-les-vivre. Sur la gauche, un petit bureau pris d'assaut par des montagnes de dossier laisse en effet découvrir une dame assez âgée, de petite taille et qui n'a pas l'air commode. Je la salue poliment puis on me fait attendre dans une autre pièce tout aussi poussiéreuse et bordélique, décoré de meubles sombres en plus ou moins bon état.

Après six minutes, monsieur Jean arrive. Soixante-dix ans peut-être, les cheveux grisonnant, l'homme est plutôt sympathique. Après quelques formules de politesse échangées de chaque côté, il me confie non sans fierté être un des rédacteurs du *Courrier de Laissez-les-vivre*. Une révélation dont il attend visiblement des compliments. Monsieur Jean s'occupe également d'un journal d'anciens combattants. A son âge, ces activités lui prennent beaucoup de temps et il me dit essayer d'être souvent à la maison, auprès de sa femme dont la mère est très malade.

- “C'est dur pour elle” compatit-il, bon époux, avant de s'excuser de ses familiarités :

- “Vous connaissez l'association ?”

- “Oui, oui. Par mes parents.”

- “Ah ! Peut-être sont-ils parmi nos abonnés ?”

- “Euh ... Je ne crois pas. Mais ils m'ont toujours sensibilisé à cette cause... Comme tout bons catholiques pratiquants.”

- “Oh ! Ne croyez pas ça. Vous savez, j'ai plusieurs fois été surpris en allant distribuer des prospectus à la sortie des églises, les réactions nous sont parfois très hostiles...” (Voilà qui me réconcilie un temps avec les catholiques)

- “Je suppose que vous êtes prête à faire un peu n'importe quoi... enfin sans aller...” Monsieur Jean esquive un sous-entendu que je juge pas très catholique, mais peut-être ai-je les idées mal placées.

- “Je serais très heureuse de pouvoir rendre service à l'association.”

- “C'est formidable. Alors pour l'instant, nous avons un monsieur d'un certain âge qui va s'occuper des fichiers, des envois et de tenir à jour les reçus. C'est à dire quand un chèque nous arrive, nous faisons un reçu s'il est au-dessus de 100F. A moins que ça soit un abonnement... Vous savez c'est très contrôlé, il faut faire très attention. Vous pourrez toujours lui donner un coup de main, mais surtout ce serait bien que vous aidiez Mme Françoise qui ne peut tenir la

Histoire de l'association

- 1970, la médiatisation du Mouvement de libération des femmes fait trépanner une poignée de militants d'arrière-garde. Effrayé par la perspective que les femmes réclament un jour le droit d'avorter, Jean-Bernard Grenouilleau, premier Juge au Tribunal de Grande-Instance d'Evry-Corbeil, cherche par tous les moyens à contrer le projet de loi du Dr Peyret. Il contacte quelques amis. Parmi eux, Charles Rendu, président du CLER, et Maître François Dellibes, avocat à la cour d'appel de Paris.

- Le 27 novembre 1970, Laissez-les-vivre, la première organisation spécifiquement opposée à l'avortement est née. Son objet déposé. Il s'agit de "promouvoir la valeur spécifique de toute vie humaine, qui doit être respectée dès sa conception" et d'"aider la femme à assumer sa maternité". Le 8 décembre, *Le Figaro* annonce sa création. Le 12, une première conférence de presse est organisée chez un nouveau membre de l'association : le Dr Vignes. Celui-ci en profite pour annoncer une grande réunion publique à la Mutualité pour le 5 mars 1971, ce fameux colloque que viendront troubler des militants du futur Front d'Action Homosexuel Révolutionnaire (Voir *Prochoix* n°5).

- Entre temps, l'organisation a eu le temps de recruter des membres plus éminents tels que le généticien Jérôme Lejeune (à l'origine de la découverte de la trisomie 21), le Docteur Chauchard et Yvan Gobry, célèbre écrivain traditionaliste. Elle a déjà obtenu le soutien d'une partie de l'extrême droite. Des militants du très musclé Ordre nouveau assurent le service d'ordre de son premier congrès. Laissez-les-vivre va désormais se consacrer à convaincre l'opinion et les élus que l'avortement est un crime et qu'il ne faut surtout pas remettre en cause la loi de 1920. C'est la première vague du mouvement contre le droit à l'avortement et à la contraception, celle du lobbying. Perdu ! Malgré de nombreuses pressions, les députés votent la loi Veil en 1975 et la reconduisent sous le nom de Loi Pelletier, à titre définitif, le 29 novembre 1979. Entre ces deux dates, l'organisation s'essouffle. Même si, comble de la sacralisation, C.-E. Tremblay, son président, est reçu par le Pape Jean-Paul II en tant que participant au Congrès européen pour la vie tenu à Milan le 26 février 1979.

- Ce n'est qu'au moment de l'élection de François Mitterrand qu'on voit les opposants à l'avortement se remobiliser. Laissez-les-vivre sort de sa "réserve a-politique" pour appeler ses sympathisants à barrer la route aux "socialo-communistes" et leurs "idées parasites du socialisme français : malthusianisme, euthanasie, avortement [...], pessimisme, drogue, chômage accru". L'actuel président de l'association, Emmanuel Tremblay, vient juste d'entrer en fonction. La menace socialiste le terrifie au point de lancer un appel alarmiste destiné à constituer un fonds spécial en raison de la "situation instable".

- Désormais, l'AOCPA (Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement) et Laissez-les-vivre travaillent ensemble à la mise en place à une forme de pression fiscale politique. Au moment de payer ses impôts, chaque contribuable anti-avortement est invité à accompagner son versement d'une lettre de réclamation protestant contre le fait qu'une partie de ses impôts serve à financer des IVG contraires à ses convictions. La lettre est adressée au directeur départemental des impôts, et un double est envoyé au député du contribuable. Une lettre d'accompagnement est fournie par l'AOCPA qui appuie sa demande sur la liberté de conscience et de religion et sur le droit à la vie. Toutefois, cette démarche étant susceptible de créer des problèmes avec le fisc, Laissez-les-vivre et l'AOCPA propose une solution de rechange est proposée. Légale, celle là. Il s'agit de demander à ce qu'une partie de son imposition serve à financer une association que l'on sait militer contre l'avortement. L'État reconnaît en effet aux contribuables la possibilité d'affecter une petite partie de leurs impôts à des associations. Si ces dernières sont reconnues d'utilité publique, ils obtiennent en contrepartie une déduction de 3%, sinon de 1% sur leur imposition. Or, il existe un petit nombre d'associations anti-IVG qui, tel le Cartel pour le respect de la vie, sont parvenus à contourner la loi et à se faire reconnaître d'utilité publique.

- Longtemps sous la coupe de Jérôme Lejeune, L-L-V prend un nouveau tournant à la démission du Professeur dans les années 80. Après une violente polémique et une série de règlements de comptes, l'association s'inscrit désormais officiellement dans la mouvance de l'extrême droite version Front national. Côté actions, outre sa permanence d'accueil destiné aux futures mamans, Laissez-les-vivre a coorganisé un commando avec SOS Tout-petits et l'Alliance chrétienne à l'hôpital de Tournon en décembre 1990. Mais ce n'est pas son activité favorite. Aux commandos, LLV préfère le travail intellectuel ou de fourni. Actuellement, l'association possède une petite librairie. Bénéficiant d'un important budget, elle envoie régulièrement à une partie de la classe politique des tracts et des documents de propagande provie.

permanence que deux jours par semaine. Il faut accueillir les femmes enceintes, répondre au téléphone. Nous travaillons avec des réseaux de gens qui nous les envoient... Des médecins, des assistantes sociales... Qui, ma foi, ne nous sont pas hostiles", sourit-il.

J'esquisse un sourire complice. Facile, tout me porte à croire que ce petit séjour vaut le déplacement.

- "Bien sûr nous ne travaillons pas avec le Planning familial (nous rions tous les deux)... encore que des fois... Nous recevons leur courrier avec un petit mot 'je vous envoie ça en douce'" (cette foi mon rire vire considérablement au jaune). "La dernière fois nous avons intercepté un courrier dans lequel le Planning donnait explicitement les adresses de cliniques à l'étranger à une femme hors délais légaux... Ils sont complètement hors la loi".

- "Et on ne peut rien faire ?" Ma question est volontairement sadique.

- "Bah, que voulez-vous, on a Hervé Gaymard comme ministre de la santé, qui est quand même le gendre du professeur Lejeune... Et bien, même lui, il ne fiche rien !" Voilà qui est bien regrettable...

Après cette petite mise en jambe, monsieur Jean entreprend de me faire visiter le bureau de madame Françoise, celui où se tient la permanence de Laissez-les-vivre. Au fond d'un couloir étroit, la pièce croule sous les cartons, les poucettes et les layettes en tous genres...

- "Voyez, c'est un peu la pagaille. Alors c'est là que nous rangeons les layettes qu'on nous envoie. Beaucoup de femmes tricotent pour nous, mais alors ce n'est pas toujours très beau... Regardez, comme ça par exemple".

L'homme me montre une couverture en laine à carreaux verts et orange criard. Il m'explique qu'il faudra recevoir des femmes enceintes, souvent des femmes de couleur, parfois même clandestines.

- "On nous le reproche beaucoup. Certains nous disent : comment vous venez en aide à des gens qui se retourneront plus tard contre nous ! Mais bon, ça n'est pas notre affaire..." m'explique-t-il, un peu embarrassé.

- "Ce qui compte, c'est l'enfant à naître" improvise-je avec un empressement qui tombe à plat.

Au cours de la conversation, monsieur Jean m'explique un peu comment la permanence fonctionne. L'association travaille en collaboration avec un certain nombre de gens susceptibles d'être en contact avec des femmes enceintes :

- "Mais il n'y a pas que les assistantes sociales, les antennes sont souvent des femmes qui ont failli avorter et qui maintenant nous servent de relais clandestins"

Tout en hésitant sur les mots, il semble relativement en confiance. Le peu qu'il m'en dit suffit à me convaincre de rester dans les parages jusqu'à en savoir plus... Je propose de revenir le lendemain pour faire la connaissance de Madame Françoise.

- "Oh ! ce serait parfait. Venez demain matin".

En me accompagnant vers la sortie, monsieur Jean continue de me faire quelques confidences sur sa vie de famille puis nous nous disons "à demain" gentiment. Durant mon séjour, je m'efforce de n'avoir aucun sentiment d'hostilité envers mes interlocuteurs. Pour tenir le coup, il faudra même apprendre à guetter chez eux ce que je peux aimer, un rien, un détail, tout, pourvu que j'ai l'air sincèrement heureuse d'être parmi eux. D'ailleurs, monsieur Jean est loin d'être antipathique. Je suis presque émue par son énergie, celle d'un homme qui à soixante dix ans donne ses dernières forces pour une cause qui n'est pas la mienne... En fait ce qui m'émeut, c'est ce militantisme qui ressemble à tous les autres et que j'ai toujours admiré pour son enthousiasme et son abnégation. Monsieur Jean et moi ne sommes pas du même camp. Sinon je ne serai pas ici à l'épier clandestinement. Mais Monsieur Jean croit en quelque chose. C'est toujours ça qui nous unit face aux indécis.



D.R.

25/04/1997: L'épreuve des layettes

Monsieur Jean ouvre la porte et me salue. Dans l'ascenseur, je suis montée avec un vieux monsieur à l'allure d'un ancien combattant, un petit gros d'un certain âge arborant fièrement béret et canne. Nous nous sommes souris en voyant que nous allions au même endroit. En entrant dans le bureau de SOS futures mères, monsieur Jean me présente à madame Françoise :

- *"Voici Mlle Martin, je suis persuadé que vous allez vous entendre à merveille !"*

Échange de sourire. Mme Françoise — que monsieur Jean taquine en la traitant de vieille retraitée — est en fait une sexagénaire plutôt chic. Une ancienne infirmière qui semble aujourd'hui travailler dans les écoles sans que j'arrive à comprendre ce qu'elle y fait exactement... Elle m'invite à m'asseoir à ses côtés. Tout en étant cordiale, elle se montre peu curieuse à mon sujet (voilà qui m'arrange). Pendant un bref instant, elle m'explique un peu la vocation et le fonctionnement de SOS futures mères, se remémore avec beaucoup d'émotion les quelques fois où elle espère avoir rempli sa mission en convainquant une femme de ne pas avorter

- *"Une fois, nous avons été appelés à la permanence par un jeune homme. La petite amie de son meilleur copain était enceinte et avait décidé d'avorter. Elle allait le faire d'un jour à l'autre ! Il fallait faire vite. Il nous a donné son numéro de téléphone et nous sommes relayés toute la soirée pour lui parler de ne pas le faire. Ça a duré des heures, c'était incroyable."*

Incroyable en effet. A présent, madame Françoise m'explique quelque chose de beaucoup moins horrifant mais assurément plus rébarbatif : le fonctionnement des layettes. Pour m'apprendre, nous faisons ensemble une petite liste de ce que doit contenir un colis prêt à être envoyé, généralement à la demande d'une assistante sociale. Layettes, couverture, baby gros, couches, parfois landaus ou poussettes... En fait, LLV ne reçoit guère plus de quatre ou cinq demandes de colis par semaine. Quant aux donateurs, des dizaines et des dizaines de vieilles dames qui tricotent, ce sont souvent les mêmes. Aujourd'hui une certaine madame Florence ne semble pas faire le bonheur de madame Françoise. Son colis ne compte que deux layettes contre une dizaine d'habitude, ce qui la fait râler... Ouf ! Nous n'avions pas vu un deuxième colis envoyé juste après par madame Florence, nettement plus garni, nettement plus convenable celui là. D'une façon générale, les permanents de Laissez-les-vivre ou de SOS futures mères râlent beaucoup à propos des layettes qu'ils reçoivent : pas beau, trop coloré,

pas assez, mal foutu, trop voyant... En fait, il n'y a guère que les baby gros modèle 1900 en dentelle pour faire un tabac à coup sûr. Pour le reste, tout est objet de critique et de dépréciation. Ce n'est pas de la méchanceté, c'est un mode de sociabilité. Finalement, je n'avais guère besoin de m'inventer une identité, une histoire, une sensibilité etc. Ici, politesse oblige, tout le monde s'en fout. Un obstacle imprévu vient pourtant se glisser dans la conversation le moment venu de trier des layettes. Outre que je suis proprement incapable de me mouvoir naturellement dans une robe (la deuxième de toute ma vie) pour monter et descendre les cartons, sélectionner, séparer les layettes filles des layettes garçons est pour moi un vrai casse-tête. Sorti du rose pour les filles et du bleu pour les garçons, j'ai bien du mal à percevoir ce fondamental fossé devant nécessairement séparer (de façon presque mystique) les baby gros mâles des baby gros femelles. Guidée par ce qu'elle croit sans doute être une hormone commune à toute l'espèce féminine, madame Françoise, elle, sait d'un clin d'œil faire rimer layette et différence des sexes. Et la moindre erreur d'appréciation en la matière me rendrait aussitôt suspecte de trahison à mon "sexe"... Fichtre ! Va falloir réviser mes classiques de la norme. Certaine de ne pouvoir compter sur un instinct femelle qui n'a jamais existé, je préfère m'en remettre à la raison, voire en l'espèce à un certain cynisme. Il n'y a pas que la rose et le bleu dans la vie, d'autres critères servent à coups sûrs d'indicateurs pour différencier ce que la société préfère pour un garçon et inversement ce qu'elle veut pour une fille. En vertu de la sacro-sainte différence des sexes, le bleu et toute layette un peu sport, pour enfants dynamiques, souples, confortables, chaud, devrait être destiné aux garçons... Rose et tout ce qui m'apparaît tarte, handicapant, ridicule, léger ira tout droit chez les filles. Ouf ! A quelques ratés près, le tri ne semble pas faire grimper madame Françoise au plafond. Je m'amuse à tester ses goûts sur un baby gros rayé bleu, blanc rouge :

- *"Qu'est-ce que vous en pensez madame Françoise ?"*

- *"Ah, quelle horreur, ces couleurs républicaines ! On le jette !"*

27/04/97 : Saletés de pauvres !

Monsieur Alfred, le fils de l'électricien, m'ouvre la porte. La trentaine, petit, timide, l'homme a tout du binoclard empoté. Je salue monsieur Jean. Nous échangeons quelques plaisanteries pour entamer la journée. Se joignant à notre conversation, madame Françoise m'informe que son mari passera demain charger quelques

colis triés et destinés aux Petites Sœurs des Pauvres.

- "Est-ce que vous pourrez venir à 14 h jeter tout cela ?" me demande-t-elle.

- "Vous voulez jeter les Petites Sœurs des Pauvres ?" s'amuse monsieur Jean avant de s'excuser : "Je suis terrible ! Il faut que je m'arrête. Allez vite travailler sinon je vais vous tenir tout l'après midi avec mes plaisanteries..."

Nous revoilà donc dans le bureau de SOS futures mères avec madame Françoise. Elle me désigne un tas de vêtements destinés à la kermesse de Saint-Cloud et notre discussion glisse sur les kermesses en général :

- "Il faut se méfier. De temps en temps il y a des manouches".

C'est la première fois que madame Françoise franchit le pas. J'ai même droit à un récit imagé sur ces "ces gens là", ces fameux manouches que l'on voit abuser de la charité de ces pauvres catholiques en prenant quatre, cinq pulls, faisant semblant qu'elles n'en ont pas eu, pour finalement les revendre à la sortie. Elle m'explique comment les organisateurs de la kermesse ont cru bon d'organiser un service d'ordre :

- "On a recruté des petits jeunes pour contrôler les papiers d'identité" m'explique-t-elle sans sourire. L'ironie me démange. Je compatis ironiquement :

- "Ca ne doit pas être facile"

- "Ah non !" soupire-t-elle, exténuée.

Dieu que la vie est dure pour les riches ! Enfin... C'est pas tout ça mais, même en triant des tonnes des layettes, on s'emmerde ferme. Nous attendons une jeune femme qui a téléphoné. Elle est bien "française"

nistes :

- "Les mots d'ici quelques temps n'auront plus aucun sens à force de les déconnecter de leur réalité !"

Bien joué, mon lieu commun, déglutit de bien mauvais foi, fait mouche et séduit mes interlocutrices. Comme toutes les lapalissades allant dans leur sens.

- "Exactement", enchaîne la dirigeante. "C'est comme quand on nous dit qu'il n'y a pas de race. Enfin voyons les noirs, c'est quand même bien une race ! Ils sont noirs !"

Encouragée, madame Françoise s'emballa au sujet des femmes musulmanes qui viennent à la permanence :

- "Ah mais moi, si on respecte ma religion ! Je respecte la religion des autres. Le problème, c'est cela se passe toujours dans un sens. A la cantine (de son école, NDLR), on m'oblige à ne pas manger de jambon pour respecter les musulmans mais que je demande du poisson le vendredi à la place de la viande et il faut voir toute l'histoire que cela fait !"

- "Je me souviens", poursuit la dirigeante, "il y a quelques mois, une jeune mère était venue avec son nourrisson, visiblement affamé. Quelqu'un de la permanence était descendu lui acheter un petit pot... Au jambon. Et bien elle n'en a pas voulu parce que c'était du jambon. Parce qu'il faut voir ce que c'est ces femmes là ! En tout cas, je lui ai dit que bon sang, elle exagérerait et je l'ai envoyé paître. C'est quand même incroyable, elles crèvent de faim, on leur donne un petit pot et parce que c'est du jambon, elles n'en veulent pas."

L'histoire

ne dit pas si l'enfant est mort

" Ah, quelle horreur, ces couleurs républicaines On le jette ! "

précise madame Françoise, comme pour me faire plaisir.

- "C'est une jeune femme de chez nous mais qui n'a pas assez d'argent

pour mener à terme sa grossesse" explique-t-elle.

Enceinte d'environ six mois, elle n'a pas de sécurité sociale et SOS futures mères étudie la possibilité de lui fournir le SMIC jusqu'à la fin de sa grossesse. Après, elle devra se démerder seule. Avant toute chose, elle doit être recommandée par une assistante sociale. Après quoi, avant d'engager la moindre dépense, LLV lui fera remplir une déclaration de grossesse et passer plusieurs entretiens. Morale de l'histoire : la jeune femme n'est jamais venue et on s'ennuie à mourir dans cette permanence. La dirigeante de LLV que l'on m'a présentée le premier jour passe la porte. Agée, austère, elle ne fait guère attention à moi dans les premiers temps. Même madame Françoise semble tenue à l'écart par son profond respect.

- "J'étais justement entrain de lire un article dans La Nef (journal catholique traditionaliste, NDLR) qui va vous faire rire... Ca s'appelle, figurez-vous, femme dans la société ! Et ça parle du féminisme !"

Le mot "féminisme" déclenche à lui seul l'hilarité.

- "Vous vous rendez compte, poursuit madame Françoise, maintenant il paraît qu'on ne peut plus dire le mot 'sexe'... IL faut dire 'genre'. Alors 'Père', 'mère', pensez-vous, ça n'existe plus ! Même pour les gens mariés, il faut dire compagnon et compagne. Vraiment, c'est à n'y rien comprendre ! C'est un monde ! On ne sait même plus de quoi on parle".

La vieille dame opine, complice, et se montre aussi scandalisée de ce que ces harpies de femmes modernes veulent changer le monde. Tant qu'à rigoler entre femmes fatales (pour la libération), je m'amuse à en rajouter une louche sur le dos de mes copines fémi-

de faim parce qu'une charitable bénévole catholique s'est fait un principe de refuser 5 francs à sa mère pour qu'elle lui achète autre chose qu'un petit pot au jambon. Heureusement Madame la dirigeante finit par quitter la pièce et c'est monsieur Jean qui entre faire un bout de conversation. Il nous tend le journal de *Monde et Vie*, le magazine préféré des catholiques traditionalistes :

- "Regardez, madame Giraud (la directrice de publication, NDLR) a passé l'annonce disant qu'on cherchait des bénévoles... Si ce n'est pas gentil. Il y a une dame qui s'est proposée, madame Kekchose". Son nom est familier aux oreilles de madame Françoise :

- "Ah ! oui. Je la connais. Je les fréquentais quand j'étais allée à Radio Courtoisie pour mon autre association : Saint Côme Saint Damien (une association de personnel médical "provie")". Monsieur Jean et madame Françoise passeront le reste de la conversation à se remémorer le lieu exact du pèlerinage : était-ce telle église ou telle autre ? L'église proposée par monsieur Jean ne dit rien à madame Françoise. En revanche, sincère tout en s'en amusant, madame Françoise n'est pas peu fière d'avoir "touché le crâne de Saint Côme Saint Damien"

- "Comment vous avez touché le crâne de saint Côme et Saint Damien en même temps, quel exploit madame Françoise !" s'amuse monsieur Jean.

- "Non, j'ai touché les deux crânes" rectifie madame Françoise.

S'ensuit un véritable commérage à propos des différents articles parus dans la presse de droite radicale ces derniers jours. La discussion est interrompue par l'entrée d'Alfred. Il nous apporte le café. Ce qui fait toujours la joie de madame Françoise. Après quoi, il nous faut reprendre le dépoussiérage du local, le tri des layettes et autres activités passionnantes.



Paulo Mariotti

Une éminente visite

Après un long détour par le bureau de madame la dirigeante, celle que je reconnais comme étant la mère d'une célèbre militante anti-IVG, vient nous saluer. Il y a effectivement une ressemblance avec sa fille et ce n'est pas sans frissons dans le dos que je la vois me dévisager. Amicalement, madame Françoise et elle entament un brin de conversation. Le sujet du jour est visiblement l'un des refrains préférés des bénévoles de l'association : la maladie. Après avoir passé en revue toutes les personnes atteintes d'un cancer ou en train de décéder dans leurs entourages respectifs, celle qui nous rend visite en vient à parler de sa fille (une sœur de cette militante bien connue) visiblement décédée d'un cancer dans d'interminables souffrances. Pour des "provié" dont la plupart sont fermement opposés à tout ce qui empêche la souffrance naturelle, ils semblent bien heureux de trouver sur le marché des médicaments contre la douleur. C'est sans doute ce qu'on appelle le passage de la théorie à la pratique. A moins que la théorie ne s'adresse qu'aux autres. Madame Mère se félicite en tous cas que les médecins aient maintenu jusqu'au bout une apparence décente qui permettait d'entretenir l'espoir chez sa fille, de s'accrocher à la vie.

- "Sinon ce serait infecté, ça aurait été trop laid" raconte-t-elle.

- "Quelle pénitence ! J'ai demandé tous les cancers au Bon Dieu mais pas celui-là. La gorge, quelle horreur. Je suis tellement sensible de ce côté là" s'emballa madame Françoise.

Un peu comme on fait sa liste auprès du père Noël, madame Françoise semble commander des cancers au bon dieu... Ils sont fous ces "provié" ! Morale de l'histoire, après un tel laïus et avoir longuement insisté sur la souffrance qu'à dû endurer jusqu'au bout la fille de madame Mère, je lance une perche pour voir si, quelque part, il n'y aurait pas l'ombre d'une pitié pour

les malades... Sans jamais prononcer le mot euthanasie, mes deux interlocutrices s'empresstent de fustiger pareille idée :

- "C'est un crime, ces gens qui veulent arrêter la vie ! On y croit jusqu'au bout. Le médecin l'a bien dit" martèle madame Françoise.

Reste à savoir si elle pensera de même lorsque sa liste de cancers sera exaucée ?

Après le départ de Madame Mère, madame Françoise se souvient soudain qu'elle ne me l'avait pas présentée et enchaîne sur sa fille :

- "Elle est un peu spéciale (elle mime de grands gestes d'hystérie), poursuit-elle un peu gênée. Moi, je ne comprendrai jamais ces gens là. On peut faire passer ses idées sans être aussi expansifs, aussi agressifs... D'ailleurs sa mère le sait très bien. Je ne suis pas sûr qu'elles s'entendent très bien."

Puisque nous en sommes aux confidences de couloir, je tente d'en savoir un plus sur les coulisses de Laissez-les-vivre.

- "Monsieur et madame Tremblay ont créé cette organisation en 1971 (ce n'est pas tout à fait vrai voir encadré p. 16, NDLR), m'explique madame Françoise. A l'époque ils l'ont fait avec deux autres médecins dont un qui s'appelait monsieur Grenouilleau."

- "Oui tout à fait. Mais alors monsieur Lejeune, à quel moment a-t-il participé ?"

La question a son importance. Le départ en claquant la porte du professeur Lejeune fait partie de ces grandes cicatrices de l'histoire de l'association. Je pousse madame Françoise à m'en dire un peu plus...

- "Ah, ça a été compliqué ! Il y avait des rumeurs disant que monsieur Tremblay avait reçu des fonds secrets d'une association américaine, qu'il avait des problèmes financiers... Moi à l'époque, j'ai suivi le professeur Lejeune. Mais je me suis vite aperçu que tout cela, c'était un coup monté, que c'était éminemment politique et que monsieur et madame Tremblay n'avaient rien fait. Heureusement, aujourd'hui, ils ont été blanchis. Mais vous savez ça a été une période très dure..."

Madame Françoise enchaîne avec sérieux :
- "Ici à l'association, on a été plastiqué ! La méchance-
té ça va loin !"

Un peu avant la fin de la journée, je cherche également à en savoir plus sur les femmes qui viennent à la permanence et dont je n'ai pas encore vu l'ombre d'une. Madame Françoise me parle d'une femme de 35 ans enceinte après une liaison avec un homme marié.

- "Le bonhomme parce qu'à ce stade là ils n'ont plus de noms, ce sont des bonhommes, s'empare-t-elle, le bonhomme l'a menacé de la frapper si elle refusait d'avorter."

Heureusement, Mme Françoise n'est pas peu fière de l'avoir aidé à garder son enfant. Je m'inquiète tout de même :

- "Mais si cet homme est violent, il peut la retrouver... Est-ce qu'elle est protégée ?"

C'est alors que Madame Françoise me confie, pour la première fois et à demi-mot, l'existence d'un foyer très à l'abri dans lequel elle aurait envoyé la jeune femme. Un foyer "où elle ne recevra pas de courriers pendant quelques mois" Une piste ? Son récit ressemble à s'y méprendre à un aller simple pour un de ces foyers charismatiques sectaires et d'où les femmes enceintes ont plus de mal à sortir qu'à entrer. C'est ce que je dois maintenant découvrir.

29/04/97 : Travail, famille, FN

En arrivant sur le pallier, je croise à nouveau le père d'Alfred, l'autre bénévole de LLV. Son bonnet d'ancien combattant vissé sur la tête, un look de frontiste à mourir, nous restons tous les deux sur le palier un moment. Personne ne semble décidé à nous ouvrir. L'homme est venu brancher des prises un peu partout. L'installation électrique de l'appartement est vétuste et Laissez-les-vivre souhaite s'équiper en informatique. Pas trop tôt.

- "Si j'avais su, j'aurais pris les clés de mon fils".

En discutant avec le père, je m'aperçois que le fils en question, que j'avais tout d'abord pris pour un garçon employé uniquement à servir le café, est en fait assez important. C'est lui qui rentrera les fichiers dans l'ordinateur. Il s'y connaît. J'apprends également que ce

petit génie de l'informatique s'occupe de la mise en page de plusieurs bulletins du Front national. Ce qui fait évidemment la fierté de son père. Lui est un artisan. Il a longtemps travaillé dans la chaussure. Le récit de sa vie, de son quartier, ce Belleville qui a tant changé, vidé de ses arméniens, comme il dit, est interrompu par un bruit derrière la porte. Quelqu'un est arrivé par l'autre porte, on nous ouvre. Il est 14 h et c'est moi qui vais tenir la permanence. Madame Françoise et son mari sont partis chercher des habits qu'on a triés ces derniers jours, elle n'arrivera qu'à 15 h. Sur mon bureau, un bouquin de La Découverte sur la nationalité française côtoie des papiers poussiéreux. Ils donnent l'impression de ne pas avoir été déplacés depuis un quart de siècle. Des aiguilles à tricoter, des brochures de Magnificat (un foyer d'accueil charismatique inquiétant), etc... Quelques minutes de répit vite interrompues par l'irruption du père Alfred en pleins repêrages pour ses installations électriques.

- "Tenez, voilà un exemple de ce que peut faire mon fils avec un ordinateur." Sous mes yeux, un tract orné d'une photo de mouton sanguinolent. Il s'agit d'un tract de l'association pour la défense des animaux du FN et qui comme par hasard s'émeut principalement du sort des moutons dans les méchouis...

- "Il fait ça chez lui sur son ordinateur"

Un peu sous le choc, j'improvise un banal "Ca doit lui faire beaucoup de travail."

- "Oh ! ben surtout avec les législatives. Il aura peut-être bientôt un mandat de député !" s'empresse-t-il de me répondre. Pas peu fier. Tandis que le simple fait d'imaginer Alfred à l'Assemblée nationale me fait balancer entre l'envie d'esclaffer et de pleurer. Mais ce n'est rien en comparaison des démangeaisons contre lesquelles il me faut lutter peu après. Alfred est arrivé et lui aussi se met en tête de me faire un bout de conversation. Viscéralement timide, il cherche à se donner un peu de contenu. La lesbienne et gay pride approchant, il croit tenir là le sujet idéal : folklorique, intrigant, consensuellement repoussant. Avec ça, il est bien sûr de faire un tabac (et sans doute souhaiterait-il au passage m'assurer de sa virile hétérosexualité) :

- "Vous avez vu ? Maintenant, c'est l'Europride ! dit-il en détachant avec mépris chaque mot. On va les voir

Quelques personnalités proches de Laissez-les-vivre

Jean-Bernard Grenouilleau : Premier juge au tribunal de grande instance d'Evry Corbeil, il a créé Laissez-les vivre. Il est aujourd'hui responsable du Comité pour sauver l'enfant à naître. Ce comité existe depuis 1978. En 1979, il s'offre plusieurs pages de publicité dans les journaux pour l'année internationale de l'enfant. Il a connu une nouvelle naissance dans les années 1990, lorsque des groupes qui "éveillent l'opinion et provoquent une thérapie sociale" se sont manifestés. Issu de Laissez-les vivre, le comité s'est fédéré à Right to Life, une ONG américaine dont le siège est à Lausanne. C'est par ce biais qu'il a pu participer à l'élaboration de la Convention internationale des droits de l'enfant et à influencer pour que soit repris dans le préambule, le passage sur la protection de l'enfant à naître. Depuis 1978, Jean-Bernard Grenouilleau, son président, magistrat honoraire à Bobigny et adepte des opérations commandos, diffuse la « Déclaration européenne des droits de l'homme avant la naissance ». Ce comité a publié une brochure « Pour la paix du monde protégeons la vie ». Son président fait partie du comité d'organisation de la Journée mondiale pour la vie. Il a à ce titre été cité comme témoin lors du procès du commando qui a attaqué la clinique La Montagne à Courbevoie le 9 juin 1994. Il dispose aussi d'un local à Lourdes : le Centre international pour la vie qui accueille les

pélerins. Il est aussi très actif au sein de l'Union pour la vie qui organise des manifestations unitaires comme la journée pour la vie, le concours pour la vie.

Alix Gobry : Mère de Claire Fontana, Alix Gobry est la femme d'Yvan Gobry, un célèbre écrivain traditionnaliste. Tous deux sont membres du Comité national de Laissez-les-vivre. Médaille d'argent de la famille française, Alix Gobry a été administratrice du bureau d'aide social du XI^e arrondissement en 1973.

Alain Poher a remis le 4 mars 1989 la médaille de vermeil de la Société d'encouragement au bien au département SOS Futures mères. Le diplôme mentionne "réseau exemplaire d'aide matérielle et morale aux futures mères en difficulté. A permis de sauver la vie de nombreux enfants à naître".

Jacques Cheminade a, lui, collaboré au courrier de LLV. Candidat surprise et farfêlé aux dernières présidentielles 1995, l'homme est un habitué des réseaux d'extrême droite. Il accuse le Club de Rome et le malthusianisme international d'être à l'origine de la dépénalisation de l'avortement dans le monde. En novembre 1982, il déclare : " Les pires ennemis du respect de la vie : Le Club de Rome et Global 2000 " (Le courrier de Laissez-les-vivre-SOS Futures mères, n°58, pp. 5-6)

Jean Chérioux, proche de Jacques Chirac qui était présent aux réunions de Laissez-les-vivre dans les années 1980, en tant qu'adjoint au maire de Paris, a par la suite aidé Grossesse secours à obtenir des subventions.

défiler par milliers... Quand on pense que ces gens là reçoivent des subventions ! Vous ne saviez pas ? L'Etat verse de l'argent à la Lesbian et gay pride. Et oui ! " croise-t-il m'horrifier.

- "Nooon ? Ah, c'est gai !" La pique est risquée mais mon interlocuteur est à des milliers de kilomètres de croire en un sous-entendu et rien ne m'amuse plus que de me glisser dans la peau d'une homophobe planquée. J'en rajoute :

- "Décidément, ce pays, c'est n'importe quoi !"

Alfred parti, je goûte quelques précieuses minutes de solitude. Après des jours d'inactivité totale, le téléphone de SOS Grossesse sonne enfin. Une voix relativement sèche et désagréable demande à parler à madame Françoise. Il s'agit d'une assistante sociale qui cherche un landau pour une jeune mère. Madame Françoise est au courant. Elle appellera. Quelques minutes plus tard, le téléphone sonne à nouveau. Cette fois, c'est plus sérieux. A l'autre bout du fil, une jeune femme d'une vingtaine d'année, totalement désespérée, m'explique qu'elle est enceinte. Elle a peur de le dire à ses parents et ne sait pas quoi faire. Heureusement que le père Alfred est dans la pièce sinon je crois que je ne résisterai pas à lui donner illico l'adresse du Planning familial... Il faut se ressaisir, je suis la permanente de SOS futures mères et je devrai rendre des comptes. Pour ne pas trop me mouiller, je tente de calmer la jeune fille, sans être toutefois trop chaleureuse, et lui conseille de rappeler dans l'après-midi pour parler directement avec madame Françoise. Son appel sera l'occasion de tester les solutions de la permanente de SOS futures mères, la vraie. Que va-t-elle me conseiller de lui répondre la prochaine fois ? Qu'aurait-elle fait à ma place ?

La réponse est en route. Vers 15h15, madame Françoise arrive surchargée de paquets. Une entreprise de layettes pour enfants vient de faire faillite. Quelqu'un a proposé à une association — dont la présidente est une amie de madame Françoise — de venir récupérer une partie des stocks. Résultat, cette amie en a mis de côté une partie de ces layettes pour SOS futures mères. Sitôt les vêtements arrivés, madame Françoise me demande d'enlever systématiquement les étiquettes de la marque avant de les expédier... Histoire d'éviter que quelqu'un apprenne qu'ils ont récupéré les stocks d'une grande entreprise.

- "On aura trois colis à faire aujourd'hui dont un pour deux petits jumeaux de la maternité Foch" m'annonçait-elle (la Maternité Foch est visiblement une habituée). Sans perdre de temps, je lui parle de l'appel de la jeune fille, Eloïse. Réflexe oblige, son premier souci sera de savoir si elle est française. Si elle n'a pas de papiers, madame Françoise laisse entendre qu'il faudra se débrouiller pour la faire accoucher ailleurs :

- "Pour les papiers, ce n'est pas possible" explique-t-elle...

SOS futures mères semble bien connaître la question. Quelques minutes plus tard, le téléphone sonne à nouveau. Cette fois, il s'agit d'une polonaise sans papiers qui s'était mise en ménage avec un français et que ce dernier a foutu à la porte sitôt qu'elle est tombée enceinte. Comme par enchantement, le sort de cette sans papiers semble révolter madame Françoise. Non pas que l'humiliation sociale que subissent les sans-papiers en général ou encore la façon dont les hommes traitent en général les femmes l'empêche de dormir, mais cette sans-papiers est polonaise :

- "Comment peut-il y avoir des polonais sans papiers, s'insurge-t-elle, ces gens qui sont si proches de nous, qui sont si catholiques ! On laisse entrer des cambodgiens, des vietnamiens. Moi, je m'en fous ! Qu'est-ce qu'on a de commun avec eux ! Mais alors les polonais,

COMITE D'HONNEUR DU CNFE

Il s'est réuni, voici la nouvelle liste, toujours ouverte à de nouvelles personnalités.

Chaplain de ESCHELMONT
Ancien directeur des Missions militaires
Canton 19-20 - ALGERIE - VIETNAM & AFRIQUE
Médaille - Libérateur de METZ
Cronk - Bourge Française
Militaire VIETNAM 2 années.

Dr. LAURENCE WEILL-HALLE

Médecin Gynécologue

Vice de VERDEJAC

Magistra

Barreau (Digne DALENS La Rochelle)

M. Walther de SAINT-JUST

Avocat

Membre de l'AGRF

Philippe BÉTAILLÉ

Président de la Fédération Professionnelle des Indépendants de la Police (F.F.I.P.)
Président des Amis de Police & Sécurité

Marie-France de BREN

Journaliste

Léon ALBERTI Escapade

M. Georges PAUL WAGNER

Avocat au Barreau de Paris

Dr. Emmanuel TREMBLAY

Ancien chef de clinique à la Faculté de Médecine de Paris
Professeur à l'École des Hautes Études Politiques, Sciences et Interdisciplinaires (Paris)

Président fondateur de Canal pour le Respect de la Vie (C.R.V.)

Dr. Gérard LEBLANC

Professeur d'Histologie et d'Embryologie à la Faculté de Médecine de Paris

Extrait du bulletin interne du CNFE (Le groupe femme du FN)

Comité de soutien de LLV en 1991

Général Robert d'Alençon ; Pierre d'André (Président du ROC); Pr Henri Baruk ; Henri Bayard (député de la Loire); Henri Blocher (Doyen de la Faculté libre de Théologie évangélique); Georges Bordonove (historien); Jeanne Bourin ; Pierre Boutang ; Dom Gérard Calvet ; Denise Cocciolone (directrice de Birthright USA); André Damien (maire de Versailles encore en service); Pierre Debray ; Pr François-Georges Dreyfus ; Jacques Dupâquier ; Mgr Virgil Gheorghiu ; Ivan Gobry ; Bruno Gollnisch (FN); Otto de Habsbourg ; Pr Bernard Jamain ; Dom Robert Le Gall ; Martine Lehideux (FN) ; Jacques Limouzy (député du Tarn encore député); Pierre Mauger (député de la Vendée); Jean-Claude Martinez (FN) ; Georges Mesmin (député de Paris); Yves Paris ; Hector Rolland ; Michel de Rostolan (Cercle renaissance, FN); Ghislain Van Houtte (ProVita); Georges-Paul Wagner, (avocat de l'AGRF, Présent, FN). Attention la plupart de ses députés ne sont plus élus sauf mention contraire.

Laissez-les-vivre, le FN & la droite radicale

Comme toujours, il est un peu naïf se se demander si Laissez-les-vivre est proche du FN... Comme si le fait qu'ils soient provie, anti-IVG, anti-maçons, révisionnistes, anti-communistes, anti-féministes ne suffisait pas à les classer à droite de la droite. En toute logique, l'histoire de l'association est intimement liée à celle de l'extrême droite. Le 18 mai 1979, la liste de l'Union française pour l'Eurodroite des patries dirigé par St Pierre, Tixier vignacourt offre la 19 ème place à Germaine Burgaz, responsable de LLV. Après la démission du professeur Lejeune, l'association adopte encore plus officiellement une démarche frontiste. Cette ligne politique doit beaucoup au président actuel, le Dr Emmanuel Tremblay. Proche du Parti ouvrier européen, mouvement ouvriériste d'extrême droite, il a également été l'un des administrateurs de l'Alliance nationale du Docteur Bertillon. Il fait encore aujourd'hui partie du Comité d'honneur du Cercle national des femmes d'Europe, le groupe féminin du Front national. Inversement, le comité d'honneur de Laissez-les-vivre comprend en 1991 plusieurs députés et membres du bureau politique du Front national comme Bernard Anthony, Bruno Gollnisch, Martine Lehideux, Marie-France Stirbois ou encore Georges Paul Wagner (avocat et journaliste proche du monarchisme).

Foyers d'accueil provie

Stations d'arrivée de jeunes mères en transit, une dizaine de maisons d'accueil d'obédience charismatiques ou traditionnalistes se chargent d'inculquer la morale provie à ces pensionnaires. Plus que de simples centres d'hébergement, elles constituent de véritables réservoir d'adoptions. Lorsqu'une jeune femme désireuse d'avorter est interceptée à un moment de son parcours par un travailleur social, un médecin ou un bénévole, l'ultime recours provie constitue à lui proposer de faire adopter son enfant. Sans qu'il soit la peine qu'elle prévienne son entourage, on lui offre un séjour au calme, le plus souvent dans une maisonnette loin de toute agglomération. Le temps de mener à terme sa grossesse. Une fois débarquée, la pensionnaire est très vite encadrée. Thérapeutes, curés, médecins, tout ce petit monde est au service de son ventre, de son enfant à naître. La mère, qui n'est après tout qu'un "lieu de résidence" pour enfant à venir ne doit quant à elle pas se laisser aller. Participante active à la vie communautaire, aux tâches ménagères et la cuisine, elle fait ainsi son apprentissage de la maternité façon traditionnelle entre deux psaumes. Mais toutes les pensionnaires ne sont pas destinées à repartir leurs enfants au bras... Chez certains charismatiques, la règle est stricte. Totalement intégrée à la communauté, la femme qui décide de quitter la maison n'a plus aucun droit sur l'enfant. Il est alors approprié par le groupe et reconnu par deux autres membres de la communauté. Dans les cas où la femme n'est pas jugée socialement intégrable, la communauté attend parfois simplement qu'elle accouche pour la renvoyer et garder le fruit de ses entrailles. Bien sûr, tous les centres d'accueil étiquetés provie ne sont pas tous charismatiques et tous n'ont pas exactement la même politique. Volontairement discrets, il est d'ailleurs très difficile de les étudier. Voici deux exemples :

• Magnificat (charismatique)

Fondé par des charismatiques de la communauté de l'Emmanuel, Magnificat a principalement pour but d'organiser l'adoption d'enfants de jeunes mères en difficulté par des membres de la communauté. Les pensionnaires qui ont entre 14 et 30 ans en sont généralement à leur premier enfant. Le président Gabriel de Sevin, très lié aux associations familiales catholiques, est par ailleurs secrétaire général de l'Association des présidents des conseils généraux. Un poste qui a dû lui être utile puisque la publication du livre *La vie à cœur*, édité par Magnificat après la Manifestation pour la vie d'octobre 1991 au Trocadéro, a été subventionnée par le Conseil départemental des Hauts de Seine. Dans son bulletin, disponible au rassemblement des Bleu-Blanc-Rouge du Front national, Magnificat fait écho à des articles du journal *Présent* et des activités de l'UNEC (Union des Nations de l'Europe Chrétienne), une association organise ni plus ni moins des pèlerinages à Auschwitz en l'honneur du plus grand génocide de tous les temps, celui de l'avortement.

Président : Gabriel de Sevin

Membres du bureau : Dr Philippe Anthonioz ; Henri Avinen ; Monique Bourdais ; Marc Charpy ; Chanoine Deldebat ; Stéphane Di Vittorio ; Cécile Dumenil, trésorière ; Mlle Marin, Les nids de Paris ; André Mignot ; Denys Pelle ; Françoise Pinguet vice pdte, gynécologue ; Michel Raoult, AOCPA ; Georges Sanucchi ; Paul de Viguerie. Ancien CA : Paul de Viguerie Pdt ; Catherine Blehaut née Brillaud domiciliée au siège de l'AGRIF ; Gabriel de Sevin trésorier.

Création : 2 juillet 1974 (fête de la visitation)

Publication : Magnificat (trimestriel)

• Femmes et enfants d'abord- Secours aux futures mères. (FEA) Maisons Tom Pouce (traditionnaliste)

Les centres TOM Pouce ont été fondés par Jérôme Lejeune dans les années 80, au moment où il décide de quitter Laissez-les-Vivre. Avec l'aide de Geneviève Pouillot—l'ancienne responsable de SOS futures mères de Laissez-les-Vivre— il ouvre une première maison Tom Pouce-Ile de France le 26 octobre. Censée accueillir des femmes enceintes qui ne peuvent garder leur enfant, les centres se mettent à essemmer. Deux autres maisons sont ouvertes, l'une à Melun et l'autre dans la Sarthe. Financés par les DDASS départementales, chaque maison est un lieu d'apprentissage pour la future mère. Entourée par des thérapeutes, des assistantes sociales et guidée spirituellement, elle ne repartira pas sans apprendre de gré ou de force à faire la cuisine, coudre ou taper à la machine.

Président fondateur : Pr Jérôme Lejeune (décédé en 1993)

ces gens si proches de nous ! Ces gens sont si gentils. Au pèlerinage de Chartres, on voit beaucoup de polonaises. C'est comme les libanaises. Ah, moi j'adore les libanais ! Les libanaises, elles sont si catholiques ! Elles se marient. Je suis allée au mariage d'une libanaise récemment ... Et bien, on ne voit pas la différence avec les français".

01/05/97 : Madame Françoise bouche bée devant Le Pen

Pour une fois que je ne suis pas de permanence à Laissez-les-vivre, il faut me rendre à la traditionnelle marche du Front national pour les besoins d'un documentaire. Le tout accompagnée d'un cameraman, ce qui est toujours d'une discrétion absolue. Ma seule chance de ne pas être reconnue par un de mes collègues de Laissez-les-vivre, c'est encore le travestissement. Oh ! il n'y a pas beaucoup à faire. Suffit de remplacer la robe catho intégriste par un pantalon, de me visser une casquette sur la tête et d'adopter une démarche plus virile pour définitivement passer de la barrière de l'autre sexe aux yeux des militants frontiste. Un léger changement de genre et me voilà méconnaissable. Alors que la foule s'amasse place de l'opéra et que la DPS (le service de sécurité du FN) bloque tous les accès, me voilà compressée à deux pas d'une tête blonde qui m'est familière. Madame Françoise en personne, écoutant bouche bée Jean-Marie Le Pen ! Le droit de choisir soit loué, elle me tourne heureusement le dos et je vais pouvoir poursuivre tranquillement mon stage à Laissez-les-vivre.

6/05/97 : Sur la piste des foyers d'accueil

Il pleut des cordes. J'inaugure une nouvelle robe. Madame Françoise et madame la dirigeante m'accueillent à l'entrée. "Qu'est-ce qu'il pleut !" commente la vieille dame. Rien de très grave en soi et pourtant...

- "Ils nous disaient qu'il y avait de la sécheresse. Maintenant il va pleuvoir jusqu'au mois de juillet, vous allez voir qu'il va y avoir des inondations et c'est encore nous qui allons payer..." renchérit-elle.

Ici, plus que nulle part ailleurs, tout est prétexte à râler. C'est un réflexe que je retrouve chez tous mes interlocuteurs. Rien ne va plus jamais. Tout était toujours mieux avant. Et aucun sujet de conversation n'est plus intéressant que la maladie en général, la souffrance en particulier. Peu de temps après notre arrivée dans le bureau, madame Françoise m'annonce pourtant d'un ton détaché : - "Ah ! au fait, heureusement qu'on n'a pas envoyé le colis de layettes la dernière fois. Le bébé de deux mois est décédé."

- "Comment cela se fait-il ?" interroge-je avec le ton attristé que j'imagine convenir à la situation. Surtout en présence d'un "provie" acharnée et dont l'association nous rabat les oreilles avec la vie des fœtus...

- "Je n'ai pas su."

Madame Françoise enchaîne sur autre chose. La nouvelle lui fait autant d'effet qu'une annonce de fin de soldes. L'arrêt de vie n'est jamais si criminel que lorsqu'il est contrôlé par des gauchistes... Entre les mains du seigneur, la fatalité, elle, est un don du ciel. Et puis Françoise a été infirmière, elle en a vu d'autres. Elle a aussi peu envie que moi de trier des layettes aujourd'hui. Comme nous ne nous sommes pas vues depuis un bout de temps, nous prenons un café en bavardant. Comme toujours, les maladies, en particulier celle de son mari, occupent une place de choix. Un fait divers distrait toutefois notre conversation. Monsieur Douste-Blazy a été poignardé à Lourdes et son agression fait la une des journaux...

- "Les agressions c'est comme les vols de sacs à main. J'ai une amie qui en sortant de la messe, s'est fait voler son sac. Elle s'est accrochée et elle a eu le bras cassé."

Une autre s'est fait voler son diapason de chorale... Mais

voilà qu'un monsieur d'un certain âge, dégageant une certaine autorité entre dans la pièce. Le mari de la dirigeante : monsieur le dirigeant. Madame Françoise semble faire partie l'association depuis longtemps mais se montre très respectueuse du grand chef. Grand, sûr de lui, l'homme est conscient que chacune des ses phrases doit être entendue comme parole d'évangile. Empressée de lui faire plaisir, madame Françoise lui montre une carte postale :

- "Regardez, c'est une carte d'un petit couple que j'avais reçu il y a quelques mois. Tous deux en dernière année de polytechnique. Au début, ils pensaient avorter et puis ils sont venus nous voir... Regardez, maintenant tout va bien, le bébé va bien." Intimidée, bien plus que moi, elle cherche un peu ses mots. "Je leur avais conseillé de prendre des responsabilités, de penser à se marier. La jeune fille, on voyait qu'elle était très déterminée. C'est elle qui prenait les décisions. Je lui ai quand même fait comprendre que son petit ami avait aussi des choses à dire, que cet enfant était aussi à moitié à lui..." Et de poursuivre : "Je lui ai expliqué qu'elle avait le droit d'avorter mais qu'il fallait qu'elle prenne ses responsabilités, qu'elle joue la carte de l'avenir. Vous avez le droit de faire ce que vous voulez mais votre enfant aussi à des droits..."

Monsieur le dirigeant se ferme. Le discours de politesse plutôt inhabituellement modéré de madame Françoise a beau être de circonstance, l'homme n'est pas du genre souple :

- "Il n'y a pas de droit, interrompit-il, n'employez pas ce mot. Il n'est écrit nulle part dans la Constitution qu'on a le droit de tuer."

- "Ah ! je croyais qu'il y avait une loi " balbutie pour se rattraper madame Françoise.

- "Non, non, poursuit-il de marbre, c'est un abus quasi pathologique de la Cour de cassation. D'ailleurs on sait très bien que la Cour de cassation est composée à 65% de trotskistes et d'anarchistes. Il y a une loi d'accord mais même la loi Veil ne stipule pas qu'il y a un droit de tuer. Heureusement on n'en est pas encore là. Aucun gouvernement n'oserait écrire dans la constitution qu'il est permis de tuer. En tout cas pour l'instant. Mais ce mot droit n'est que le résultat de la propagande trotskiste et anarchiste qui a fait passer ce mot dans le langage parce qu'il y a une pression politique très forte. Il ne faut absolument pas employer ce mot. Étymologiquement, c'est une bataille importante." insiste-t-il.

- "Ah ! Bon je ne savais pas" s'excuse madame Françoise avant d'ajouter "ce petit couple, c'est un peu une victoire pour moi. C'est ma première depuis six mois".

La performance n'émeut pas plus que ça le grand chef. Sans doute est-il trop absorbé par ses rêves de tordre le cou aux troskos et aux anars de tout poil. Avant de repartir, il en remet une louche :

- "Quand je fais du SOS, quand j'ai des gens au téléphone, je n'emploie jamais ce mot. C'est important. Mais vous apprendrez. J'ai écrit plusieurs articles là dessus..."

- "Ah ! ben, c'est grâce à vous. Si vous n'aviez pas fait tout ce travail, on n'en serait pas là " achève madame Françoise. Monsieur le dirigeant parti, elle se tourne vers moi :

- "Ah ! j'ai une bonne nouvelle pour vous, Caroline. Figurez-vous que la petite Eloïse (la jeune fille du téléphone) a appelé. Visiblement cette jeune fille a des

problèmes. Vous lui avez conseillé d'en parler à ses parents. Moi, je lui ai dit de ne rien dire. Je l'ai envoyé voir la gynécologue avec qui nous travaillons. Elle va la recevoir gratuitement comme chaque fois que quelqu'un vient de notre part et lui faire une déclaration de grossesse... Sans cette déclaration, on ne peut rien faire. A partir du moment où elle aura sa déclaration de grossesse, on a gagné. Elle ne peut plus avorter."

- "Pourquoi?"

- "Parce que c'est une étape supplémentaire. Elle a signé quelque chose, m'explique madame Françoise. Généralement, elles ne font pas de retour en arrière après".

Nous y voilà. Depuis le temps que je fréquente madame Françoise, je me préparais à ce moment là. Ce moment où ma "charmante" interlocutrice allait m'annoncer sans broncher qu'elle a réussi à faire basculer la vie d'une femme et d'un enfant par pure idéologie personnelle. Du vrai sadisme politique. Il faut sauver les apparences mais ça me démange. De plus en plus déterminée, madame Françoise n'en finit plus de me mettre en rogne.

- "De toute façon, il va falloir qu'elle quitte sa famille. Qu'elle trouve une raison valable, quelque chose qui ne leur donne pas envie de la revoir... On va la mettre

en foyer maternel.

C'est à dire que pendant trois mois, elle ne recevra plus aucune correspondance. Il est interdit qu'elle corresponde avec qui que ce soit. Tout passe par nous et c'est nous qui décidons avec qui elle peut ou non correspondre".

- "Mais quand même, sa famille, comment va-t-on expliquer ça ?"

Le Bêtisier de Laissez-les-Vivre

Le professeur Lejeune à propos des défenseurs du droit à l'IVG : "ils râlent, ils sont tristes comme un peloton d'exécution" (Congrès de LLV cité par Le Monde 25/11/75)

Le docteur Tremblay selon qui l'origine de la loi Veil serait dû à "une franc maçonnerie internationale" (Congrès de LLV cité par Le Monde 25/11/75)

Hélène Aymard : "L'avortement, chef d'oeuvre de la révolution ", Le courrier de LLV, novembre 1996.

L'assurance de mon interlocutrice n'en finit plus de me déconcerter.

- "C'est à nous de trouver avec elle."

- "Mais même si elle est majeure, ils ne pourront pas la retrouver ?"

Décidément, madame Françoise n'est pas inquiète. Un petit sourire en coin, elle me rassure :

- "Non. Non. Mais c'est vrai qu'après il y a des problèmes. Comme Perdu de vue... Il arrive que les gens fassent des avis de recherche mais normalement c'est bon ?" m'explique-t-elle.

Perdu de vue ? L'émission reality show indigeste jadis programmée sur TF1 et animée par Jacques Pradel... Combien de familles ont défilé sur ce plateau à la recherche d'une adolescente qu'ils croient toujours morte ? Que veut dire exactement ce sous-entendu ? Madame Françoise poursuit sur Eloïse :

- "Elle devrait rappeler aujourd'hui. Mais j'ai senti qu'elle avait peur. Sa mère allait rentrer du travail. Elle était effrayée !" Et encore, elle n'a aucune idée de ce qui l'attend si elle se met entre les griffes de LLV !

- "Et puis de toute façon, poursuit madame Françoise, faut faire traîner. Elle est enceinte de deux mois. A trois mois, on a gagné."

Pour la première fois, je suis réellement écoeurée. Jusqu'ici, ni le FN, ni même les sorties racistes, sexistes ou homophobes continuelles n'avaient pu me faire sortir de mes gonds mais décider, avec autant de machiavélisme, de la vie des autres me rend malade. Je me demande si je ne vais pas prétexter une gastro-entérite pour abrégé la journée. Mais je touche enfin

Les antennes et délégations locales de Sos futures mères- LLV

Aisne (02)

1 Antenne

Alpes-Hautes Provence (04)

1 antenne à Digne

Hautes-Alpes (05)

1 antenne

Ardèche (07)

1 antenne

Champagne Ardennes (08)

1 délégation à Charleville Mezière

Ariège (09)

4 antennes

Aude (11)

4 antennes

Aveyron (12)

1 antenne et délégation à Rodez

Bouches-du-Rhône (13)

1 antenne et délégation à Marseille

Cantal (15)

1 antenne

Charente (16)

1 antenne

Charente Maritimes (17)

1 antenne et 1 délégation à Saint-Savinien

Cher (18)

1 antenne et délégation à Vasellay

Corrèze (19)

2 antennes et une délégation à Brive

Corse (20)

1 antenne à Ajaccio et 1 délégation à Bastia :

Cote d'Or (21)

1 antenne

Creuse (23)

1 antenne à Gouzou et 1 délégation

Dordogne (24)

1 antenne à Lalinde et 1

Doubs (25)

1 délégation à Besançon

Drôme (26)

10 antennes à

Valence et 1délégation

Eure et Loir (28)

1 antenne à Chartres et une délégation

Haute Garonne (31)

3 antennes à Toulouse : 1 délégation
Lasserre : 1 délégation

Gers (32)

2 antennes

Gironde (33)

2 antennes
Ares : 1 délégation
Le Bouscat : 1 délégation

Herrault (34)

1 antenne
Montpellier : 1 délégation

Ille et Vilaine (35)

4 antennes
Rennes : 2 délégations de LLV-SOS futures mères

Indre (36)

1 antenne
Chateauroux : 1 délégation

Indre et Loire (37)

2 antennes
Tours : 2 délégations

Isère (38)

1 antenne
Grenoble : 1 délégation
La Tronche : 1 délégation

Jura (39)

1 antenne

Landes (40)

2 antennes

Loir et Cher (41)

1 antenne

Loire Atlantique (44)

2 antennes
Nantes : 1 délégation
Saint-Nazaire : 1 délégation

Loiret (45)

2 antennes
Jargeau : 1 délégation
Orléans : 3 délégations

Lot et Garonne (47)

3 antennes
1 délégation

Lozère (48)

2 antennes
Mende : 1 délégation

Maine et Loire (49)

2 antennes

Chemillé : 1 délégation

Manche (50)

4 antennes

Marne (51)

1 antenne

Meurthe et Moselle (54)

Nancy : 1 délégation
Vandoeuvre : 1 délégation

Morbihan (56)

1 antenne

Moselle (57)

4 antennes
Florange : 1 délégation

Nièvre (58)

1 antenne

Nord (59)

Lille : 2 délégations

Orne (61)

1 antenne

Puy de Dôme (63)

2 antennes

Pyrénées Atlantiques (64)

2 antennes

Bas Rhin (67)

3 antennes
Hagueneau : 1 délégation
Wasselonne : 1 délégation

Haut Rhin (68)

1 antenne
Habsheim : 1 délégation

Rhône (69)

Lyon : 1 antenne, 2 délégations
Villefranche sur Saone : 1 délégation

Saone et Loire (71)

1 antenne
Châlon sur Saone : 1 délégation

Sarthe (72)

Le Mans : Rosaire pour la vie

Savoie (73)

2 antennes

Haute Savoie (74)

2 antennes

Paris (75)

3 antennes

Seine Maritime (76)

7 antennes

Rouen : 1 délégation

Caubedec-en-Caux : 1 délégation

Seine et Marne (77)

1 antenne

Vaux-le-Penil : 1 délégation

Yvelines (78)

Chatou : 1 délégation

Poissy : 1 délégation

Versailles : 2 délégations

Deux Sèvres (79)

5 antennes

Mauze-sur-le-mignon : 1 délégation

Somme (80)

4 antennes

Amiens : 1 délégation

Camon : 1 délégation

Ham : 1 délégation

Nesle : 1 délégation

Poix-de-Picardie : 1 délégation

Tarn (81)

1 antenne

Albi : 1 délégation

Vaucluse (84)

Avignon : 1 délégation

Vendée (85)

8 antennes

La Roche-sur-Yon : 1 délégation

Vienne (86)

1 antenne

Saint-Julien-L'Ars : 1 délégation

Vosges (88)

1 antenne

Darney : 1 délégation

Essonne (91)

1 antenne

Hauts de Seine (92)

1 antenne

Rueil-Malmaison : 1 délégation
Saint-Cloud : 2 délégations

Seine Saint Denis (93)

1 antenne

Noisy le Grand : 1 délégation

Val de Marne (94)

1 antenne

Marly-la-ville : 1 délégation
Le Perreux : 1 délégation

Parmain : 1 délégation

au cœur du système d' "encadrement" de SOS futures mères. Pas question de lâcher prise en si bon chemin. - *"Dans la journée, on attend aussi une camerounaise, m'informe madame Françoise... Et puis j'ai appelé un certain nombre d'assistantes sociales. J'essaie de le faire de temps en temps. Il faut leur rappeler qu'on existe. Mais vous savez, les assistantes sociales... elles sortent de n'importe quelle école. Elles travaillent n'importe comment. Le seul moyen de les garder, c'est le côté matériel. Elles ne nous appellent que lorsqu'elles ont besoin de layettes ou de landaus..."*

Un hameçon à moindre coût. Il est certain que si SOS futures mères s'adressait au réseau social en criant sur les toits : *"bonjour, nous sommes la façade de LLV et notre but est de dissuader quiconque entre dans notre bureau d'avorter"*, l'antenne aurait moins de proies ! En appâtant les assistantes sociales avec deux trois layettes, elles endorment leur vigilance et livrent des jeunes femmes, démunies, rôties dans le bec de Laissez-les-vivre.

02/06/ 97: la rencontre avec Aline

Aujourd'hui, nous recevons enfin de la visite. Une jeune femme d'origine maghrébine vient chercher des layettes pour son bébé. Madame Françoise lui remplit son sac tout en me lançant des regards complices. Au bout d'un moment, son taux de générosité est atteint : - *"le reste, c'est pour les autres. Il faut les arrêter si elles se croient dans un magasin"* m'expliquera-t-elle sitôt la jeune femme partie. Enfin, en milieu de journée, nous recevons la visite d'une jeune fille camerounaise, cheveux mi-longs enfouis sous sa casquette, habillée cool au premier coup d'œil même si ces vêtements sont déchirés par endroits. Elle est comme gênée d'être là. Un brin sur le vif, pas très heureuse d'avoir à quémander quoi que ce soit. Je l'accueille et tente de la mettre à l'aise pendant que madame Françoise est au téléphone. Elle doit avoir mon âge.

- *"Quel est votre prénom ?"* Je suis un peu gênée par mon accoutrement de catho intégriste...

- *"Aline"*

- *"Moi, c'est Caroline. Mme Françoise en a pour cinq minutes."*

En réalité, Françoise est au téléphone avec une assistante sociale et bien que la jeune fille attende depuis un moment, elle ne semble guère pressée de raccrocher. La jeune fille, elle, semble fatiguée. Son regard durci par les galères, un peu paumé, me fait craindre le pire. Son téléphone raccroché, madame Françoise lui décroche à peine un coup d'œil. Pas franchement ce qu'on pourrait appeler l'incarnation de la compassion. Aline a 25 ans et elle n'a que des papiers provisoires. A l'heure qu'il est, son assistante sociale l'a fait héberger dans un foyer de religieuses que semble bien connaître madame Françoise : les Sœurs Augustines. Problème : comme dans tous les foyers de charité, les contrats d'hébergement y sont limités à quinze jours et renouvelables une seule fois (un héritage de l'idéologie chrétienne qui domine l'humanitaire et prétend lutter contre l'assistantat et la feignardise des pauvres). Résultat, Aline s'apprête une fois de plus à être à la rue. Mais cette fois elle est enceinte d'un peu moins de trois mois. Suffisamment pour que madame Françoise la sache hors de danger d'avorter. D'ailleurs Aline est catholique et elle n'en a pas l'intention :

- *"Quand je suis tombé enceinte. J'ai pas voulu avorter. J'ai peur d'y penser tout le temps après. Ça me fait trop peur. C'est quelque chose de trop horrible. Mon copain m'a dit qu'il ne pouvait pas me demander d'avorter, qu'il ne pouvait pas me demander ça quand je lui en ai parlé. Maintenant, je ne le vois plus. J'ai essayé de lui parler une fois mais il était très distant et il ne voulait plus en entendre parler."*

C'est peut-être l'un des rares cas où l'irresponsabilité de Laissez-les-vivre se trouve concurrencée, par ces hommes qui se lavant la conscience en ne demandant pas à une femme d'avorter tout en sachant qu'ils ne donneront plus signe de vie et que c'est sa vie à elle qu'ils viennent de foutre en l'air. Pour une fois, SOS futures mères a l'occasion d'être utile. Après tout, si Aline ne veut pas avorter de son plein gré autant que les *"défenseurs des futures mères"* l'aident à assumer sa maternité. Pourtant madame Françoise n'y pas met franchement de la bonne volonté.

- *"Vous avez fait Emmaüs ?"*

- *"Oui, j'y étais avant..."*

- *"Ah ! ben nous on peut rien faire, notre seul recours ce sont les foyers Emmaüs"*.

D'un air lassé, elle feint de parcourir un carnet d'adresses. Bizarrement, elle ne dit rien des foyers d'accueil Magnificat où elle a l'intention d'envoyer Eloïse. Je ne sais plus si c'est un bien ou un mal pour Aline. L'entretien traîne en longueur et madame Françoise semble vouloir abréger. J'essaie de ne pas trop intervenir quitte à bouillir.

- *"Vous avez des amis qui pourraient vous dépanner ?"* interroge-je tout de même devant la démission de ma "collègue".

- *"Oui mais ils ne peuvent pas m'aider..."*

Aline me raconte comment à chaque fois qu'elle trouve un boulot, le fait d'être sans papiers la bloque, les attentes à la préfecture, les humiliations et toujours aucun espoir de carte à l'horizon...

- *"Quand on arrive là bas, on est moins que rien. Ils me mettent toujours un tampon provisoire qui ne me donne droit à rien. J'ai failli vingt fois trouver un job mais dès que l'employeur voit ma carte de séjour, c'est fini... Chaque fois que je vais à la préfecture, ils perdent un élément de mon dossier. Comme par hasard. Ils me l'ont fait refaire trois fois. La dernière, j'y suis allée à neuf heures, avec toutes mes pièces, je suis ressortie à 15h30. Ils avaient encore perdu quelque chose"*.

A dix huit ans, Aline a demandé la nationalité française. Refusée. A la fin de ses études, il lui a été enjoint de quitter le territoire. Pour aller où ? Au Cameroun. Aline ne parle même pas camerounais. Elle y est allée une fois pour tenter de retrouver sa mère. Elle était totalement perdue et a du rentrer précipitamment. Si demain, un charter la débarque et qu'elle ne meurt pas "accidentellement", elle n'a aucun espoir de s'y insérer. Le trottoir ou la mort, voilà à peu près tout l'avenir que lui a concocté l'État français.

- *"Je veux vivre en France"* répète-t-elle pourtant

Bon sang, il faut vraiment en avoir envie pour encaisser tout ça. Rien qu'en entendant son discours, j'ai une envie terrible de déchirer ma carte d'identité. De la frime. Sans carte, on est rien. Les aides médicales, les allocations familiales, les aides au logement, Aline n'y a pas droit. Dommage pour une femme enceinte dont la grossesse est difficile et qui devrait être surveillée constamment. Je ne suis pas du côté des défenseurs acharnés de la vie, moi, je pourrai même me dire qu'après tout Aline n'avait qu'à se faire avorter. D'ailleurs il est encore temps. Pourtant c'est moi que le parcours d'Aline fout en boule à hurler tandis que Mme Françoise est sûrement déjà en train de penser à quelle robe elle mettra à la prochaine kermesse. Dans deux jours, Aline sera à la rue et madame Françoise s'en fout.

- *"Avant j'avais des familles d'accueil qui prenaient les jeunes femmes enceintes maintenant c'est fini. Elles ont été récupérées par une association charismatique."*

Voilà une réflexion bien étrange. D'ordinaire, le fait d'être charismatique n'empêche pas LLV de travailler avec Magnificat. Au contraire. C'est bien dans l'un de



ces foyers que madame Françoise voulait envoyer Eloïse pas plus tard que la semaine dernière. Aujourd'hui, elle n'en dit mot et semble considérer l'affaire comme réglée. Aline ne parle plus, abattue, écoeuvée, comme moi.

- "Bon ben qu'est-ce qu'on peut vous donner ? Vous comprenez, nous on a seulement des choses que pour les petits. On assume jusqu'à un an mais après faut vous débrouiller. Une

chose l'embête tout de même. Il faut quand même que vous mangiez, sinon l'enfant va être tout ratatiné."

Voilà bien tout ce qui l'ennuie. Le fœtus. Si elle ne le portait pas neuf mois, la mère pourrait crever. Pour toute consolation, madame Françoise lui offre royalement un shampoing, trois savons, un ticket de métro et une robe de grossesse ignoble...

Aline sait qu'elle n'a pas intérêt à faire la difficile, elle prend tout ce que la charité chrétienne veut bien lui consentir, encaisse un "et encore, on a jeté beaucoup de chose qui étaient vraiment moche". Ce qui est toujours d'une grande finesse devant quelqu'un prêt à accepter n'importe quoi. Ainsi donc, il n'y a rien à faire. Aline ira vivre et sûrement accoucher dans la rue. Elle se lève en silence, digère comme elle peut :

- "J'en ai marre de galérer. Je commence vraiment à perdre courage."

Elle est au bord des pleurs lorsque madame Françoise lâche avec un ton suffisant cette phrase :

- "Qu'est ce que vous voulez, on a tous nos petits problèmes. On a tous eu des moments difficiles. Il faut garder courage ! N'est-ce pas Caroline ?"

Le médecin d'Aline lui avait interdit de sortir. A tout moment, elle risque un cerclage en venant ici et elle a fait le déplacement depuis Garges-les-Gonnesse pour s'entendre dire ça. Je n'en reviens pas. Coincée dans ma robe presque de bure, je ne peux rien dire ni faire aucun signe à Aline mais, en la raccompagnant à la porte, je me remémore sans arrêt le numéro de téléphone qu'elle a laissé à madame Françoise. Ce soir, je l'appellerai. De retour dans le bureau, madame Françoise avait visiblement décidé de m'achever :

- "Cette jeune fille, je ne la sens pas. Vous la sentez-vous ? En tous cas, on la sent pas motivée par le travail !"

Il y en a d'autres qui ne sont guère motivés pour l'humanité. Ras l'bol de Laissez-les-vivre, de leur suffisance, de leur étroitesse, de leur grisaille, j'en sais suffisamment comme ça. Ce soir, j'appelle Aline et ciao SOS futures mères ! A partir de maintenant, je considère mon enquête comme terminée. Finie la prise de note. Le soir même, j'appelle Aline au foyer des Sœurs Augustines. Ambiance d'enterrement. Aucun coup de fil n'est transmis durant les heures de repas, il me faudra rappeler plus tard. Lorsque je joins enfin Aline au téléphone, il me faut lui expliquer qui je suis. Ce qui n'est pas le plus simple.

Une sans-papiers dans les griffes des réseaux anti-IVG

- "On s'est vues cet après-midi chez SOS futures mères mais je ne suis pas exactement une bénévole de l'association. En fait j'enquête simplement sur eux, je suis journaliste et j'ai trouvé vraiment très dure la façon dont ils t'ont reçue. Je voudrais t'aider..."

Mon appel arrive à temps. Aline éclate en sanglots et me raconte son histoire. Elle était déjà au bout du rouleau et la séance d'humiliation chez LLV n'a rien arrangé. Ce serait plutôt la goutte d'eau. Le lendemain, elle a rendez-vous à l'hôpital de Garches-les-Gonnesse pour une échographie. Je promets de l'y accompagner. Le 7 mai, vers 14 h j'arrive à la gare de RER, comme convenu. Aline m'attend. D'origine camerounaise, elle vit en France depuis l'âge de 11 ans où elle a fait toutes ses études en France. Sa mère a abandonné le domicile conjugal quand elle était encore toute petite. Son père est décédé quelques années après. Élevée par sa sœur aînée violente, elle s'est enfui de chez elle à l'adolescence et a bourlingué de foyers en foyers. En parlant avec elle, en recoupant son expérience avec ce que j'ai appris à Laissez-les-vivre, j'ai beaucoup appris sur le milieu de l'aide sociale. J'ai pu me rendre compte du vrai nid de guêpes que pouvait constituer cette nébuleuse d'associations où l'on trouve le meilleur et le pire. Les sœurs Augustines d'où s'apprête à être mise à la porte Aline sont très représentatives de ces foyers traditionalistes persuadés que la charité ne doit pas se confondre avec l'assistanat. Bien sûr, elles viennent en aide à des jeunes femmes en leur offrant un toit et à manger pour un temps mais tout est fait pour faire de cette aide une épreuve. Confondant les vertus de l'ascétisme choisi avec le dénuement imposé, la nourriture est d'une stricte frugalité. Le Vatican ferait peut-être mieux de donner à manger correctement aux "blessés de la vie", comme il les appelle, plutôt que de dépenser des sommes astronomiques en propagande anti-IVG !

Une assistante sociale plutôt louche

Pour l'heure, je m'intéresse surtout à cette assistante sociale. Aline la ressent comme très hostile, méprisante. Elle se souvient avoir vu traîner le dossier de sa demande d'aide médicale sur son bureau, trois semaines après que l'assistante sociale ait prétendu l'avoir envoyé. Elle sait surtout que son assistante ne pense qu'à l'expédier dans un foyer au nom bizarre situé en province, à des centaines de kilomètres de la préfecture où elle doit se rendre régulièrement pour ses papiers :

- "Quand je lui demande pourquoi, elle n'essaie pas d'appeler certains foyers ou de demander un logement en appartements sociaux à Paris, elle ne parle que de m'envoyer dans un foyer en Province... Magnificat."

Or Magnificat, Aline en a déjà entendu parler. Une des filles du dortoir des sœurs Augustines y a passé quelques temps. Elle y a même accouché. Non seulement, l'ambiance et les règles de vie étaient extrêmement contraignantes mais cette jeune fille a eu l'impression qu'une fois son enfant né, on voulait l'obliger à le faire adopter, qu'on ne le lui laissait plus s'en occuper. Enfin de compte, terrorisée, elle a préféré s'enfuir, son enfant sous le bras. Et c'est là-bas que l'assistante sociale jure de l'y faire séjourner. Elle qui l'a déjà orienté vers SOS futures mères...

- "Quand elle a téléphoné à la permanente de SOS futures mères pour la prévenir, elle m'a demandé de quitter la pièce... Elles avaient l'air de se connaître" pense Aline.

Ce qui est sûr, c'est qu'entre les Sœurs Augustines, Magnificat et Laissez-les-vivre, cette fonctionnaire a

décidément un goût prononcé pour les réseaux intégristes... Je décide de l'appeler pour en savoir plus.

Allo Madame Marie ?

Je me présente comme une amie qu'Aline a rencontrée dans la rue :

- *"Je voulais savoir si je pouvais lui être utile. Par exemple en la faisant bénéficier de ma boîte aux lettres, je ne sais pas."*

A l'autre bout du fil mon interlocutrice, madame Marie, est étrangement silencieuse voire embarrassée :

- *"Écoutez, je suis assez perplexe vis à vis de votre démarche. Cela veut dire qu'elle parle à n'importe qui dans la rue."*

Je suis assez surprise... Une assistante sociale ne devrait-elle pas plutôt s'inquiéter de voir bientôt Aline à la rue plutôt que des bonnes manières ? Madame Marie est décidément très à cheval sur les convenances. A moins que sa phrase ne trahisse tout à fait autre chose. Moins on est isolée, moins on est malléable. Or l'assistante sociale semble avoir des projets bien précis pour Aline.

Pour l'heure, elle est trop occupée pour me parler.

- *"Rappelez-moi demain, j'aurai plus de temps"*.

Cette fois, je décide de ne pas aborder de front mon interlocutrice mais au contraire de la mettre en confiance jusqu'à en savoir plus sur ces projets. L'entreprise est aisée. L'assistante sociale a visiblement l'intention de me mettre dans sa poche pour l'aider à rendre Aline plus obéissante. Après l'avoir longuement dénigrée et vanté son instabilité, son caractère obstiné avec mépris et condescendance, elle m'explique par exemple que j'ai tort de la dépanner avec un peu d'argent :

- *"Je serai vous je ne lui donnerai pas d'argent. Il faut faire attention avec ces gens là. On ne sait jamais, ils peuvent toujours se livrer à des petits trafics si vous voyez ce que je veux dire"*. (Gloups)

Notre complicité de femme blanche à femme blanche établie, elle me confie son idée fixe : l'héberger dans un centre Tom Pouce ou mieux encore Magnificat ! Nous y voilà. Les deux structures ne font pas partie du circuit classique auquel une assistante sociale du public peut penser. Les centres Tom Pouce ont été créés par Femmes et enfants d'abord, la structure concurrente de SOS futures mères mise en place par Jérôme Lejeune après son départ de Laissez-les-vivre. Quant à Magnificat, on ne présente plus ce centre d'accueil charismatique, fermé sur l'extérieur et qui réceptionne toutes les proies de SOS futures mères.

- *"Il faut convaincre Aline d'aller soit à Tom Pouce soit, encore mieux à Magnificat. Il ne faut pas chercher dans tous les sens, ça ne sert à rien. Nous devons travailler l'une avec l'autre et pas l'une contre l'autre pour la convaincre. J'ai fait une demande d'aide mais je ne sais qu'elle n'aboutira pas. On pourrait la faire héberger en appartement à Paris mais elle n'est pas assez mûre. Vous savez comment sont ces gens là, elle dormirait toute la journée... Personne ne serait là pour s'en occuper. Il vaut mieux qu'elle aille dans un centre de repos où là un psychologue pourrait la suivre. Les jeunes filles sont en chambre, on leur apprend à faire le ménage, à être en collectivité, on développe chez elles les qualités d'une future mère. On les prépare à la maternité. Je connais bien les centres Tom Pouce puisque je suis une ancienne responsable d'un centre Tom Pouce de Seine-et-Marne..."*

Bingo ! Je sais enfin pourquoi madame Marie est une championne des circuits d'hébergements catholique traditionalistes ! A présent, j'essaie de la pousser dans ses retranchements pour voir jusqu'où elle est prête à aller pour enfermer Aline...

- *"Mais si Aline s'éloigne de Paris, elle n'aura jamais*

ses papiers."

L'argument la met hors d'elle

- *"Mais alors qu'est-ce que ça veut dire de vivre sur le pavé à Paris ! De toute façon pour elle, le mieux c'est carrément la province ! Dans un autre centre qui s'appelle Magnificat, près de Tours. Je connais très bien ces gens, je travaille avec eux, ce sont des gens très bien... Il y aura une grande bâtisse. C'est à la campagne. Il y aura des jeunes filles entre 24 et 30 ans qui sont exactement dans la même situation qu'elle..."*

La boucle est bouclée. Avant de raccrocher, madame Marie aggrave son cas par cette ultime confidence :

- *"Je suis en contact avec les Sœurs Augustines. Je compte sur vous pour ne pas le dire à Aline mais en réalité c'est moi qui ai décidé avec elles de la mettre dehors... Il fallait la secouer, on avait l'impression qu'elle s'endormait."*

Les craintes d'Aline étaient fondées. Les miennes aussi. Madame Marie aurait pu lui obtenir un logement dans un appartement social mais elle a délibérément fait en sorte de lui faire perdre toute chance d'y arriver. Elle a délibérément fait échouer sa demande d'aide médicale. Elle a manigancé avec les Sœurs Augustines pour la faire mettre à la rue. Et tout cela dans quel but ? L'isoler toujours plus, la mettre dos au mur et ne lui laisser qu'une option : Magnificat. Le plus loin possible, à l'abri des regards, de la loi et à l'écart de tout contact avec ses anciennes relations... La situation rêvée pour par exemple la convaincre d'accoucher finalement sous X et de confier son enfant à une famille. Un piège bien ficelé. Une merveille. Si Aline et moi ne nous étions pas rencontrées, si je n'avais pas autant d'éléments sur Magnificat et les réseaux anti-IVG, elle aurait forcément fini par céder.

Un piège bien ficelé

Aujourd'hui, Aline s'en est sortie à temps, mais non sans mal. Rien n'est plus difficile que de changer d'assistante sociale et il a fallu plusieurs coups de fils et des dossiers de preuves, menacer d'ébruiter l'affaire pour décider la responsable de la circonscription à faire quelque chose. Non pas renvoyer ou mener une enquête sur madame Marie, ce serait trop demander mais au moins envisager de confier Aline à une autre assistante sociale. Comme par miracle, en un mois, cette assistante sociale là est parvenue à obtenir tout ce que madame Marie prétendait impossible : une aide médicale, un hébergement en appartement et plus que tout la confiance et la reconnaissance d'Aline.

Oui, Aline s'en est sortie à temps. Mais combien d'autres tombent dans le piège ? Combien sont-elles à être prises dans les filets des réseaux intégristes, dirigées, manipulées, utilisées ? Faut-il croire la confiance faite par madame Françoise lorsqu'elle m'expliquait qu'il pouvait y avoir des problèmes comme avec *Perdu de vue* ? Faut-il croire que certaines de ces jeunes femmes disparues et que leurs parents recherchent par le biais d'une émission de télé sont en réalité quelque part dans un foyer d'accueil charismatique ou traditionaliste, coupé de tout contact avec l'extérieur ? Et combien sont-ils à jouer les rabatteurs ? Combien de médecins, d'infirmières, de responsables PMI, d'assistantes sociales utilisent les structures publiques pour détourner et rabattre vers les réseaux intégristes des jeunes femmes en détresse ? Toutes les hypothèses sont à envisager. A titre d'exemple, la Communauté de l'Emmanuel (un autre foyer d'accueil charismatique) dit s'occuper de 1600 femmes par an !

Caroline Fourest

Les Assistantes Sociales & LLV

Sous prétexte de fournir layettes et couches aux futures mères, Laissez-les-vivre développe depuis son origine des réseaux dans le domaine social et para-médical. Le nombre de courriers et de jeunes femmes—souvent récemment immigrées et démunies— adressées à leurs permanences par des assistantes sociales depuis deux ans est effrayant. Leurs simples lettres de recommandation constituent une précieuse manne d'information sur la population étrangère en France dont tout est à craindre une fois entre les mains de LLV-SOS futures mères, une association dont certains membres sont proches du FN. Tout y est détaillé dans la rubrique « composition familiale » : le nom de la femme, son adresse, son lieu de naissance, sa nationalité ainsi que parfois l'adresse de ses contacts, également en situations irrégulières. A se demander ce qui a pu passer par la tête des AS... Sans nous prononcer une seconde sur ce que savaient ou pas les assistantes sociales sur la nature exacte de l'organisation avant de leur leur confier ainsi les femmes dont elles sont en charge, on notera tout de même une certaine légèreté dans leur démarche. Afin de leur laisser le bénéfice du doute, nous ne publions pas leurs noms mais simplement un chiffre indicatif du nombre d'AS par circonscription collaborant avec Laissez-les-vivre SOS futures mères-Paris, ainsi que le nombre de femmes approximatif qu'ils ont adressé à la permanence ces derniers mois. La liste est bien entendu non exhaustive voire très incomplète.

Secteur	Nbre. d'AS collaborant avec SOS Futures Mères (aprox.)	Nbre. de femmes orientées vers SOS Futures Mères (aprox.)
75 Centre d'action sociale de la ville de Paris	2 AS	17 femmes
75 Centre de coordination des services sociaux	1 AS	1 femme
75 Direction de l'action sociale de l'enfance	2 AS	2 femmes
75 Caisse régionale d'assurance maladie	1AS	3 femmes
78 Le Vesinet : Centre médical du Vesinet (CPPN)	3 AS	46 femmes
91 Epinay sous Senart (Dir. solidarité et famille)	1 AS	5 femmes
91Brunoy (Dir. solidarité et famille)	1AS, 1 puericultrice	7 femmes
91Juvisy (Circ. sociale d'Athis Mons)	1 AS, 1 puericultrice.	3 femmes
92 Colombes (Circ. d'action sanitaire et sociale).	1 AS	2 femmes
92 Boulogne Billancourt (Dir. des res. humaines)	1 AS	2 femmes
92 Courbevoie (Direction de la vie sociale)	2 AS	4 femmes
92 Suresnes (Centre médico-chirurgical Foch)	1 AS	6 femmes
93 St Denis (Serv. municipal d'actions sociales)	2 AS	7 femmes
93 Gagny (Service social municipal)	3 AS	9 femmes
94 Créteil. Caisse d'allocation familiales.	1 AS	3 femmes
94 Orly Circonscription d'Action sanitaire et sociale	1AS	1 famille
94 Villeneuve St Georges (Centre hospitalier)	1AS	4 femmes
94 Villejuif (dir. d'action sanitaire et sociale) Circonscription d'Action sanitaire et sociale.	2 AS 1AS	7 femmes 1 femme
95 Garges les Gonesse	1 CES, 2 AS	10 femmes
95 Roissy en France Mutualite sociale agricole	1 AS	1 femme